

Ras l'front Nancy

Anciennement « L'ANTI-FAFS »

novembre 1997

EDITORIAL

Ca y est ! Voici le retour de notre journal local, après quelque temps d'absence. Avec en prime un nouveau nom ! Par contre, le travail des militants sur le terrain ne s'est pas du tout arrêté. Nous sommes là et nous le serons encore, afin de dénoncer toutes les pratiques du F.Haine. Mais aussi pour démontrer l'acoquinement, lorsque cela se produit, d'autres groupes politiques avec l'extrême droite. Surtout quand de nouvelles élections arrivent. Nationalement, avec les régionales. Mais aussi localement, puisque les résultats des législatives sur la circonscription de Lunéville ont été annulés. Le F.N. cherchera encore à jouer les trouble-fêtes. Alors Gaffe !

Des syndicats en lutte contre le F.N.

Depuis trois ou quatre ans, le Front National essaie de s'implanter dans le monde du travail : soit il pratique l'entrisme dans certains syndicats, soit il présente ses propres listes aux élections professionnelles. Il y développe son discours national-social que l'on connaît trop bien, et ses thèses simplistes et trompeuses : « embauchons des français, licencions les immigrés ». Comme si les uns et les autres ne se trouvaient pas dans la même galère. Comme si les employeurs avaient des scrupules pour licencier les premiers aussi bien que les seconds. Et le secteur public n'est pas à l'abri de ces dangers.

En mars 1996, RI'f lançait un « appel syndical » pour alerter le monde du travail sur le danger de l'offensive F.N. Plus d'un millier de signatures ont été collectées en deux mois sur toute la France. Cet appel a permis un refus commun : pas de fascistes dans les syndicats, pas de syndicats fascistes ! Le 1er mai 1996 avait traduit cette volonté commune. Depuis, plusieurs syndicats ont repris, plus ou moins à leur compte, cette lutte et l'ont intégrée à leur pratique quotidienne. Ce n'est pas encore suffisant, face à la gravité du danger.

A Nancy, s'est tenue récemment sur ce problème une rencontre intersyndicale à laquelle RI'f était présent par l'intermédiaire de ses syndiqués. Plusieurs syndicats se sont mis d'accord pour rédiger et diffuser massivement une plate-forme commune dénonçant toutes les formes de racisme (discrimination à l'embauche, racisme au sein de l'entreprise...), et pour élaborer ensemble une plaquette de propositions concrètes et d'argumentaire pouvant contrer les mensonges du Front National.

Enfin, le **vendredi 05 décembre**, Ras l'front-Nancy organise une **conférence-débat, à 20h00, à la salle Raugraff sur le thème suivant : l'implantation F.N. dans les syndicats et ses dangers.** Un responsable de RI'f Paris fera le point sur la situation à l'échelle nationale, et la soirée se poursuivra par un débat, des échanges entre organisations syndicales, syndiqués (ou non), préoccupés par la question.

Si les notions d'égalité et de solidarité ont encore un sens pour nous, si nous voulons empêcher le fascisme de s'installer (ouvertement ou sournoisement), alors nous sommes concernés.

Dominique

CONFERENCES

* le 05 décembre à 20h00 à la salle Raugraff de Nancy,

Invité : Jacques BALLANTINES (Ras l'front Paris),

Thème : l'implantation du FN dans les syndicats et ses dangers.

* Le 09 décembre à 20h30 à la faculté des lettres de Nancy,

Invitée : Fiammetta VENNER,

Thème : L'extrême-droite contre les droits des femmes.

Papon, les élections et le Front

Le procès Papon ne pouvait pas être seulement le procès d'un homme. C'est toute une époque qui est passée au crible. Les historiens ont été convoqués à la barre. Passant ainsi de l'université au palais judiciaire, leur travail reçoit la consécration d'un des trois pouvoirs constitutifs de la République, le pouvoir judiciaire. Dans cette enceinte, où le droit est dit au nom du peuple français, on a solennellement reconnu, qu'entre 1940 et 1944, les autorités légales de la France avaient participé à la déportation des Juifs vers les camps de la mort, et qu'elles avaient même devancé les demandes des nazis, en pourchassant les Juifs non-français, dès l'arrivée au pouvoir du Maréchal Pétain.

Mais le procès est passé de l'histoire à l'actualité politique. Le 21 octobre dans le Figaro, Philippe Séguin, président du RPR, s'est indigné de « cette façon d'opposer systématiquement les Français les uns aux autres, de braquer leurs regards vers le passé ».

C'est que, dans ce procès, l'histoire télescope le présent. A longueur d'audience, il est rappelé qu'un gouvernement français appliquait activement dans sa politique une vision nationaliste qui excluait les Juifs. De

quoi indisposer les responsables politiques qui, par-delà les demandes de régularisation des Sans-Papiers, doivent dire quelle place ils réservent à la population immigrée dans la France d'aujourd'hui. L'Assemblée Nationale et le Sénat voteront bientôt sur les textes Chevènement et Guigou. Aussi, pour nombre de parlementaires, et de ministres !, est-il urgent d'oublier et de faire oublier. Dans quel but ? Apparaître comme les champions de la nation France, grande, unie et fière.

Après Philippe Séguin, Alain Peyrefitte et Pierre Messmer ont vu là, l'occasion rêvée de retrouver un « espace » politique qui leur manque depuis les Législatives de juin dernier. Non seulement, nombre de cadres, militants et électeurs du RPR ont déclaré au lendemain de la défaite que leur préférence irait désormais au Front National. Mais de plus, à chaque débat important, les leaders RPR et UDF s'entre-déchirent. Réagissant contre un véritable risque de marginalisation, ils tentent à la fois de resserrer leurs rangs sur un thème consensuel et de regagner du terrain dans la direction qui leur soit encore ouverte: sur leur droite.

Ainsi dès le 19 octobre, Philippe Séguin avait-il décidé de se poser en précurseur. Devant les caméras de France 2, au

A LIRE

« L'extrême droite et les femmes »

Claudie LESSELIER

et Fiammetta VENNER

« Editions GOLIAS »

120f, peut être commandé directement
Editions GOLIAS, BP 3045,
69605 VILLEURBANNE CEDEX
tél: 04.78.03.87.47

« Eclairer sans brûler »

(textes de différents auteurs),

Salon du livre antifasciste,

Gardanne, nov. 1997,

Actes Sud

Manifestation nationale le samedi 22 novembre à 14h00 à Paris pour l'abrogation des lois Pasqua-Debré et contre le projet Chevènement sur l'immigration (départ en bus de Nancy)

N'hésitez pas à nous contacter: CAFAR / Ras l'front Nancy, BP 66, 54510 TOMBLAINE

DERNIERE MINUTE !!

**MANIF' A PREVOIR CONTRE
LA VENUE DE BRUNO
MEGRET A LUNEVILLE, LE
JEUDI 04 DECEMBRE.
RENSEIGNEZ-VOUS !!**

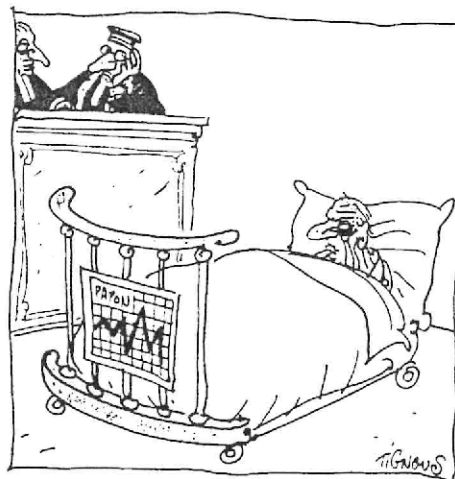
journal de 20 h, il a endossé les habits de J.M Le Pen. Son nouveau rôle : porte-parole de la France profonde exaspérée par les institutions. L'Eglise catholique et un syndicat de police venaient de demander pardon à la communauté juive. Le tribunal de Bordeaux officialise chaque jour une vision plus réaliste de la France entre 1940 et 1944. Le Président de la République, lui même, avait en juillet 1995 reconnu les responsabilités écrasantes de la France dans les persécutions anti-juives. « climat d'expiration collective et d'autoflagellation permanente » a tonné le Président du RPR. Il est sûr que ça plaira aux électeurs du Front national.

Les élections cantonales et régionales approchent. Le procès Papon aura été l'occasion de lancer la campagne. Sans doute est-il trop tôt encore pour faire des prévisions. Y aura-t-il des alliances locales entre RPR-UDF et FN ? A Tourcoing, le 10 novembre dernier, signal inquiétant. Le FN a demandé l'annulation de la projection du film « Avoir vingt ans dans les Aurès » (guerre d'Algérie). Le RPR a surenchéri en parlant de « provocation et trahison nationale ». Les chefs RPR et UDF ont choisi délibérément de placer leur pré-campagne électorale sur le terrain idéologique du Front National. Quelles que soient les péripéties à venir, le FN peut d'ores et déjà s'enorgueillir de voir ses idées déterminer les termes du débat politique. A gauche, par exemple, Chevènement a dérapé. Jospin, lui même, s'est cru obligé d'affirmer que « Vichy était la négation de la France ».

Entre 1940 et 1944, quand on s'appelait Manouchian ou Rajsky, la France éternelle et généreuse avait une réalité assez âpre : Vichy et ses lois xénophobes. Mais les Manouchian et les Rajsky avaient décidé de combattre vraiment le nazisme, les armes à la main. Arméniens, Hongrois, Juifs polonais ou Espagnols, ils étaient les FTP MOI. Ces étrangers ont combattu l'occupant nazi en

France. Et ils étaient pourchassés par les autorités légales de la France. Les faits ont la tête dure.

Christian



Sans-papiers

Selon les chiffres fournis au Collectif Nancéen de Soutien aux Sans-papiers, par et pour la préfecture de Meurthe et Moselle, 425 dossiers de demande de régularisation ont été déposés. Pour le moment, 210 personnes ont été reçues, dont :

- * 95 ont été régularisées (sans précision sur la nature du titre obtenu),
- * 5 refusées et
- * 110 dossiers encore en cours d'instruction dont un certain nombre au Ministère de l'Intérieur.

Les permanences du Collectif se poursuivent chaque vendredi de 18h30 à 20h00 à la MJC Desforges (27, rue de la République à Nancy). Vous aurez plus de précision sur le travail qui a été effectué par le collectif, dans le numéro de décembre.

MANIFESTATIONS

* le 18 novembre à 18h00 au square Alexis Carrel à Villers-lès-Nancy, pour une débaptisation symbolique du square (nom d'un médecin eugéniste);

* le 22 novembre à 14h00 à Paris, pour protester contre le vote de la loi Chevènement sur l'immigration par l'Assemblée Nationale. Départ en bus à 08h30, place Désilles à Nancy. Réservations auprès des militants (tarifs : 30f précaires et 70f salariés)

N'hésitez pas à nous contacter: CAFAR / Ras l'front Nancy, BP 66, 54510 TOMBLAINE

Et la lutte continue !

En septembre 1996, un militant RI'f découvre que l'association « SOS futures mères » (assoc' anti-avortement) est implantée sur Nancy. Un groupe de militant(e)s se forme issus de Ras l'front et d'En Féminie (association de défense de droits des femmes), décidé à lever le voile sur le vrai visage de cette association. Elle n'est que le paravent de l'association « Laissez-les-vivre », bien connue comme co-organisatrice de commandos anti-avortement. C'est donc sous couvert d'aide matérielle aux femmes en difficultés que SOS futures mères agit. Elle est subventionnée, par la mairie de Nancy, depuis plus de 5 ans. Et elle travaille en partenariat avec la plate-forme santé de la municipalité (Carrefour santé). Elle a aussi approché, avec plus ou moins de réussite, diverses institutions (CPAM, maternité régionale, DDASS...).

Une première fois, fin nov. 1996, la sociologue Fiammetta Venner est venue à Nancy, pour expliquer, au cours d'une conférence-débat, qui est réellement SOS futures mères. Dans le même temps et grâce au relais d'un conseiller municipal communiste, la question des subventions a provoqué des remous au sein de la mairie. Nous avons obtenu une suspension de cette attribution (mais pour combien de temps ?). Ensuite, nous avons découvert que la mairie de Saint Max et de Vandoeuvre leur attribuent aussi des subventions. Alors que cette dernière municipalité supprimait, au même moment, des subventions à une crèche et à une ludothèque associatives.

En avril 1997, un appel a été lancé aux médecins, travailleurs sociaux et au monde associatif, puis à tous, pour exiger l'arrêt des subventions accordées à SOS f.m. Au final, près de 1.500 signatures ont été récoltées.

Durant la campagne des législatives, différents candidats ont été interpellés concernant cette question. Le Député-Maire de Nancy, A. Rossinot, 1er responsable de l'attribution, n'a pas répondu sur le fond et a rapidement botté en touche, visiblement embarrassé. Cette même démarche d'interpellation a été entreprise par le second vice-Pdt de SOS f.m., au nom d'une nébuleuse locale (Association Familiale Catholique de Nancy, Comité d'Accueil à l'Enfance de Meurthe et Moselle et l'Oeuvre Chrétienne de la Cité Vivante). Il dénonçait entre autre « les subversions visant à détruire les

principes moraux de notre droit positif (sic) ». Ces subversions explicitement illustrées, correspondent aux thèmes classiques de l'homosexualité, de l'avortement, etc.. Bref, ce groupe de pression cherche à imposer ses règles, sur l'ensemble de la société, en valorisant l'ordre, l'autorité, la religion, etc...

En juin 1997, au cours d'un conseil municipal, la mairie de Nancy annonçait qu'elle maintenait sa décision de suspension de l'attribution en cause. Mais elle prévoyait de débattre, de nouveau, de cette question en commission interne... Quelle transparence ! En attendant, elle continue à consoler cette nébuleuse anti-avortement en votant une subvention à l'Association Familiale Catholique de Nancy (soit 4.000f), sans l'opposition du groupe socialiste ! Nous avons réussi à les sortir par la porte; la mairie de Nancy nous les a ramenés par la fenêtre...

Le combat se poursuit par la venue de **Fiammetta Venner, le 09 décembre à 20h30 à la faculté des lettres**, pour une nouvelle conférence visant, cette fois-ci, à informer les différents professionnels du monde médical, social ou associatif susceptibles d'être contacté par SOS futures mères.

Nous continuons à défendre le droit des femmes à choisir leur maternité, quand elles le désirent.

Taous et Carmin

Pour plus de renseignements, quelques livres:
« Les associations familiales » de Frédéric BRUNNQUELL, Editions DAGORNO
« L'opposition à l'avortement » de Fiammetta VENNEN, Berg International.

Abonnez-vous à Ras l'front

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Ville :

☐ 100 fr ☐ 200 fr ☐ PLUS !

Je m'abonne à **Ras l'front** pour un an
(10 numéros) pour la somme de :fr

Chèques à l'ordre de **Ras l'front**

A renvoyer à **Ras l'front, BP 87,
75561 PARIS CEDEX 12**

N'hésitez pas à nous contacter: CAFAR / Ras l'front Nancy, BP 66, 54510 TOMBLAINE